

ÉCONOMIE



La frontière linguistique serait-elle une barrière pour le travail ?

S'agissant du marché du travail belge, il y a lieu de parler d'un point névralgique: les Belges francophones sont peu nombreux à franchir la frontière linguistique pour aller travailler en Flandre. Le chômage en Wallonie et à Bruxelles est pourtant élevé: en Wallonie, 12 % de la population entre 15 et 65 ans est sans emploi; à Bruxelles, le chiffre atteint même les 19 %. À titre de comparaison: en Flandre, 5 % de la population active ne travaille pas. Les chiffres peuvent même varier considérablement au niveau des provinces limitrophes de part et d'autre de la frontière linguistique. Ainsi enregistre-t-on dans le Brabant flamand 4,9 % de la population active sans emploi; dans le Brabant wallon, le pourcentage s'élève à 8,7 %. Au Limbourg, 5,4 % de la population active est au chômage; dans la province de Liège, de l'autre côté de la frontière linguistique, le chiffre se monte à 12,6 %. En Flandre-Occidentale et en Flandre-Orientale, le chômage se situe autour des 4,4 %; dans le Hainaut, de l'autre côté de la frontière linguistique, il est de 14,7 %.

Le service public qu'est l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) a annoncé en 2014 que le nombre de navetteurs wallons se rendant dans des entreprises flamandes pour y exercer un emploi s'accroît d'année en année. En 2000, 35 600 Wallons travaillaient en Flandre. En 2010, on en dénombrait 40 400. Fin 2012, ils étaient 50 600. Les chiffres publiés récemment par la Commission européenne confirment cette mobilité croissante: entre 2005 et 2014, 25 000 francophones ont choisi d'aller travailler dans des entreprises situées en Flandre. Le nombre de travailleurs wallons en Flandre a augmenté de 15 000 unités,

soit de 42 %, le nombre de travailleurs bruxellois de 10 370 unités, soit de 28 %. Malgré cette courbe certes ascendante, de nombreux experts n'en estiment pas moins que, compte tenu du chômage relativement élevé en Wallonie et de la forte demande de main-d'œuvre en Flandre, très peu de francophones semblent disposés à aller chercher du travail par-delà la frontière linguistique. C'est une doléance que formulent aussi régulièrement des chefs d'entreprise en Flandre, tel, par exemple, le PDG néerlandais Cor van Otterloo de *Punch Powertrain*, entreprise qui fabrique des boîtes de vitesse à Saint-Trond. Son entreprise marche très bien et est toujours à la recherche de personnel. Ses travailleurs viennent évidemment de Flandre, mais aussi des Pays-Bas et de nombreux autres pays: ils sont 470, et on dénombre 22 nationalités. *Punch* s'est rendu récemment à Liège, à 50 km à peine de Saint-Trond, pour y recruter des gens. «Résultat: néant!», commente Van Otterloo dans la presse. «On y compte pourtant beaucoup de chômeurs, non? Et ce n'est tout de même pas très loin jusqu'à Saint-Trond, n'est-ce pas? Mais personne. C'est vraiment une frontière virtuelle très solide qui se dresse entre la Flandre et la Wallonie. Je trouve cela tout à fait bizarre». Van Otterloo n'est pas du tout le seul à s'étonner de cet état de choses. À l'autre bout du pays, l'entreprise alimentaire *Crop's*, par exemple, éprouve elle aussi beaucoup de difficultés à recruter du personnel établi de l'autre côté de la frontière linguistique. Le chef d'entreprise et ancien président de l'organisation d'employeurs flamande *Vlaams netwerk van Ondernemingen* (*Voka* - Réseau d'entreprises flamand) Michel Delbaere déclare: «Dans mon entreprise, près de la moitié des travailleurs sont des Français, mais nous avons à peine des travailleurs wallons. Et nous ne faisons aucunement exception dans la région. La ville belge de Tournai est pourtant beaucoup plus proche que Valenciennes dans le nord de la France, par exemple». La question se pose évidemment de savoir pour quelles raisons des Français trouvent

plus facilement le chemin vers des entreprises flamandes que des francophones belges? Il est un fait qu'en Europe la Belgique ainsi que l'Italie se caractérisent par un très mauvais score sur le plan de la mobilité de la main-d'œuvre. Les Belges préfèrent travailler à proximité de leur domicile. Dans son rapport le plus récent, la Banque nationale de Belgique fait observer qu'une plus grande mobilité des travailleurs s'impose pourtant parce qu'on peut pourvoir à des vacances d'emploi dans des provinces au chômage peu élevé (c'est-à-dire en Flandre) grâce à des demandeurs d'emploi d'autres régions (c'est-à-dire Wallonie et Bruxelles). Et les pouvoirs publics disposent d'importants leviers à cet effet: ils peuvent drainer des demandeurs d'emploi vers des emplois inoccupés. Mais en Belgique les services de placement sont régionalisés. En Wallonie, c'est une responsabilité du Service public wallon de l'emploi et de la formation (FOREM), à Bruxelles cette tâche incombe à l'office régional *Actiris*, et en Flandre au *Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding* (VDAB - Office flamand de l'emploi et de la formation professionnelle). D'aucuns prétendent que le FOREM doit inciter beaucoup plus les chômeurs et que la coopération entre le VDAB et le FOREM peut être considérablement améliorée. Nombre d'experts du marché du travail soulignent une autre raison encore pour laquelle les Français savent mieux où se situent les entreprises flamandes que les Wallons. Ils attirent l'attention sur le fait que, contrairement à ce qui est le cas en Belgique, le chômage en France est limité dans le temps. Les Français sont dès lors davantage incités à chercher un emploi. Limiter la durée du chômage dans le temps, voilà une des idées qu'à suggérées très brièvement le nouveau gouvernement belge dirigé par le libéral francophone Charles Michel. Elle a suscité tant de protestations et d'opposition qu'elle a vite été abandonnée.

Ewald Pironet
(Tr. W. Devos)